

**ANNEXE I**  
**PROGRAMME DE TRAVAIL GENERAL EN MATIERE DE SUBVENTIONS DANS**  
**LE DOMAINE DE L'ENERGIE ET DES TRANSPORTS POUR 2006**

*Les montants indiqués dans ce programme de travail se réfèrent au budget de la Commission pour 2006. Ce programme de travail est divisé en trois parties :*

- A. programme de travail pour les subventions octroyées sans acte de base sur appel à propositions
- B. programme de travail pour les subventions octroyées hors appel à propositions dont l'attribution fera l'objet d'une décision d'octroi ultérieure.
- C. programme de travail pour les subventions à octroyer en vertu d'un acte de base pour les programmes spécifiques du domaine de l'énergie et des transports et sur appel à propositions.
  - Programme Marco Polo,
  - Réseaux transeuropéens de transport et d'énergie,
  - Programme Energie intelligente pour l'Europe,
  - Certaines actions du 6ème Programme cadre recherche.

**A. SUBVENTIONS OCTROYEES SANS ACTE DE BASE, DANS LE CADRE D'UN APPEL A PROPOSITIONS**

**A.1. Lignes budgétaires : 06 07 01, 06 05 02 et 06 07 04 (sûreté des transports, sûreté nucléaire et sûreté des installations énergétiques)**

***Base légale :***

06 07 01 :

Tâche découlant des prérogatives de la Commission sur le plan institutionnel, comme prévu par l'article 49, paragraphe 2, du règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 du Conseil du 25 juin 2002 portant règlement financier applicable au budget général des Communautés européennes (JO L 248 du 16.9.2002, p. 1).

Règlement (CE) no 2320/2002 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2002 relatif à l'instauration de règles communes dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile (JO L 355 du 30.12.2002, p. 1).

Règlement (CE) n°725/2004 du Parlement européen et du Conseil du 31 mars 2004 relatif à l'amélioration de la sûreté des navires et des installations portuaires (JO L 129 du 29 avril 2004)

06 05 02 :

Tâche découlant des compétences spécifiques attribuées directement à la Commission par le traité Euratom en vertu du chapitre III et de l'article 174.

06 07 04 :

Tâche découlant des prérogatives de la Commission sur le plan institutionnel (article 95 du traité), comme prévu par l'article 49, paragraphe 2, du règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 du Conseil du 25 juin 2002 portant règlement financier applicable au budget général des Communautés européennes (JO L 248 du 16.9.2002, p. 1).

**Objectif(s):**

- Soutien à l'organisation de conférences d'intérêt européen dans le domaine de l'énergie et des transports.

**Résultat(s) attendu(s):**

- Partage d'expériences et réflexions sur les thèmes des politiques de la Commission ;
- Valorisation des travaux de la Commission, notamment les actions opérationnelles, les projets de recherche et les initiatives législatives.

|   |  |
|---|--|
| Principaux thèmes proposés pour 2006      | <p>Conférences d'intérêt européen dans le domaine de l'énergie et des transports et notamment, en lien avec les priorités politiques suivantes :</p> <p>1. La sûreté des transports et des installations et infrastructures énergétiques, concernant toute mesure et procédure visant à protéger les passagers d'actes illicites, y compris :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- pour les transports, la sûreté des installations aériens et maritimes, des transports de surface et à l'intermodal, le transport des marchandises dangereuses, les pratiques dans le secteur des transports terrestres et urbains et les aspects technologiques.</li><li>- pour l'énergie, la sûreté des réseaux énergétiques et des stockages de combustibles et la surveillance des sources radioactives.</li></ul> <p>2. La sûreté nucléaire, notamment la sûreté des installations nucléaires, le démantèlement des installations nucléaires, la gestion des déchets radioactifs et le transport des matières nucléaires. La sûreté nucléaire étant définie comme l'ensemble des mesures mises en place aux stades de la conception, de la construction, puis de l'exploitation et enfin du démantèlement pour assurer, en situation normale, un fonctionnement et un état des installations (incluant les transports associés, ainsi que la gestion des effluents et des déchets résultants) sans danger pour les travailleurs, les populations et l'environnement et prévenir les situations accidentelles et en limiter les effets.</p> |
| Date de l'appel à propositions conférence | Avril 2006   |
| Principaux critères de sélection          | <ul style="list-style-type: none"><li>- Capacité financière du demandeur : Le demandeur devra démontrer sa capacité financière à mener à terme l'action à subventionner et fournira le bilan du dernier exercice clos. Cette dernière disposition ne s'applique pas aux organismes publics et organisations internationales</li><li>- Capacité technique du demandeur : Le demandeur devra avoir la capacité technique et opérationnelle à mener à bonne fin l'action à subventionner et fournira les documents demandés – curriculum vitae des personnes chargées de la mise en œuvre de l'action, description des projets et activités entreprises au cours des trois dernières années, plus particulièrement les projets en relation avec le sujet concerné.</li></ul>  |
| Principaux critères d'attribution         | <ul style="list-style-type: none"><li>- <b>Dimension européenne (35%)</b> : la Commission appréciera dans quelle mesure l'action proposée contribuera et créera une réelle valeur ajoutée pour la DG TREN dans son programme législatif. Le thème devra concerner plusieurs pays de l'Union de même que les intervenants et le public ciblé devront provenir de différents Etats membres (à titre indicatif, sera évalué, la convergence entre les objectifs de l'action et les thèmes politiques prioritaires mentionnés ci-dessus, ...)</li><li>- <b>Qualité de l'approche proposée (25 %)</b> : la Commission évaluera les moyens mis en œuvre eu égard aux résultats escomptés de l'action (à titre</li></ul>  |

|                      |   |
|----------------------|---|
|                      | <p>indicatif, sera évalué, la structure spatiale et temporelle de l'événement, la place laissée au débat, le type d'intervenants proposés et leur expertise,...). La Commission évaluera également la visibilité offerte à l'action. L'argumentation du demandeur devra exposer avec précision les moyens utilisés pour la diffusion de l'information à trois stades : durant la conférence et durant les périodes de pré- et post-conférence (par exemple, table ronde, exposition, conférence de presse, site Internet, répercussion médiatique, publication des actes,...)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Public cible (20%)</b> : la Commission appréciera dans quelle mesure la conférence envisagée atteindra le public visé et si l'effet multiplicateur recherché est réalisable (à titre indicatif : sera évalué la méthodologie de prise de contact avec les participants, la cohérence entre le public ciblé et les objectifs de l'action,...).</li> <li>- <b>Rapport coût-efficacité (20%)</b> : le budget ventilé par catégories de dépense, doit démontrer un bon rapport coût-efficacité de l'action (à titre indicatif : sera évalué l'adéquation entre les résultats escomptés et le montant de la subvention, la présence d'autres partenaires, le niveau de précision du budget,...).</li> </ul> <p>Seules les propositions ayant obtenu un score total de 70% et un minimum de 60% à chaque critère seront prises en considération pour un éventuel financement communautaire.</p> |
| Taux de financement  | Entre 10 et 30 % maximum du montant total des coûts éligibles de l'action. Le taux de cofinancement sera choisi en fonction des disponibilités budgétaires et également sur base des critères d'attributions et de l'avis donné par les Comités d'évaluation. Le taux de cofinancement maximum possible sera réservé aux propositions répondant le mieux aux critères d'attribution   |
| Enveloppe budgétaire | 100.000 € à diviser sur les 3 lignes budgétaires  |

## A.2. Ligne budgétaire : 06 02 03 (Sécurité des transports)

### **Base légale :**

Tâche découlant des prérogatives de la Commission sur le plan institutionnel, comme prévu par l'article 49, paragraphe 2, du règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 du Conseil du 25 juin 2002 portant règlement financier applicable au budget général des Communautés européennes.

### **Objectif(s) :**

D'une manière générale, collecte et traitement des informations de toute nature nécessaires à l'analyse, à la définition, à la promotion, au suivi, à l'évaluation et à la mise en œuvre des mesures et réglementations nécessaires au renforcement de la sécurité des transports terrestres, aériens et maritimes, sans affecter indûment l'efficacité économique de ces modes de transport et son prolongement dans les pays tiers.

Les activités visées comprennent des études, campagnes, conférences, établissement de meilleures pratiques et démonstrations dans les domaines suivants :

1) Dans le cadre de la Communication 311 (2003) de la Commission « Programme d'action européen pour la sécurité routière - réduire de moitié le nombre de victimes de la route dans l'Union européenne d'ici 010 : une responsabilité partagée »:

- prise en charge, enseignement, formation et apprentissage afin d'améliorer le comportement des usagers de la route;

- soutien et mise en œuvre des initiatives législatives de la Commission en 2006/2007 en ce qui concerne la sécurité routière;
  - développement d'une stratégie hautement visible et d'une campagne à travers toute l'UE pour les années 2007-2009
- 2) Dans le cadre du transport maritime :
- sécurité des transports maritimes par une formation de haut niveau soit des équipages soit des administrations maritimes ;
  - mesures visant à sensibiliser et informer aussi bien le public que les opérateurs maritimes sur les initiatives prises par la Communauté en matière de sécurité maritime ;
  - actions destinées à renforcer tous les aspects de la sécurité de la navigation et de la prévention de la pollution dans les eaux maritimes européennes.
- 3) Dans le cadre du transport ferroviaire
- le rapprochement des législations, des normes techniques et des pratiques administratives de contrôle ainsi que la définition des indicateurs, des méthodes et des objectifs communs ;
- 4) Dans le cadre du transport aérien :
- mise en œuvre du Ciel unique ;
  - amélioration des conditions de sécurité du transport aérien, notamment par l'établissement d'un cadre réglementaire cohérent applicable aux aéronefs, aux opérateurs et aux personnels communautaires ;
  - soutien à des organismes internationaux de sécurité aérienne pour la mise en place de mécanismes de contrôle et de coopération avec les pays tiers ;
  - adaptation de la capacité des infrastructures et de l'espace aérien aux besoins du trafic aérien.

**Résultat(s) attendu(s) :**

Atteinte des objectifs définis dans le livre blanc "la politique européenne des transports à l'horizon 2010 : l'heure des choix" et notamment de réduire de 50% le nombre des morts par accident en Europe, d'ici 2010, avec un accent fort sur le changement des comportements ;

Meilleure connaissance des problématiques liées à la sécurité des transports pour apporter des réponses plus appropriées ;

Préparation des propositions législatives incluses dans le programme de travail de la Commission ;

Renforcement des politiques d'information et de prévention ;

Valorisation des travaux de la Commission, notamment les actions opérationnelles, les projets de recherche et les initiatives législatives ;

Extension des politiques de l'Union aux futurs Etats membres.

|                                      |   |
|--------------------------------------|---|
| Principaux thèmes proposés pour 2006 | <ul style="list-style-type: none"> <li>– prise en charge, enseignement, formation, et apprentissage : initiatives impliquant les participants de plus d'un des Etats membres, ce qui concrètement vise à améliorer le comportement des usagers de la route dans le trafic routier, améliorer leur connaissance et leur responsabilité grâce à des moyens pratiques et vérifiables. Des actions, visant particulièrement les jeunes conducteurs ou les conducteurs novices et impliquant les Etats membres dont les chiffres concernant la sécurité routière sont au dessous de</li> </ul> |
|--------------------------------------|---|

|  |   |
|--|---|
|  | <p>la moyenne européenne sont particulièrement attendues</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- soutien et mise en œuvre des initiatives législatives de la Commission en 2006/2007 en ce qui concerne la sécurité routière, et plus particulièrement d'application transfrontalière, la gestion d'infrastructure dans le domaine de la sécurité routière, les feux de croisement fonctionnant pendant la journée, rétroviseurs pour couvrir l'angle mort ;</li> <li>- développement d'une stratégie hautement visible et d'une campagne à travers toute l'UE pour les années 2007-2009, mettant l'accent sur l'amélioration du comportement des usagers de la route, particulièrement concernant l'usage d'alcool, des drogues, le port de la ceinture de sécurité et la vitesse.</li> <li>- Soutien à des conférences d'intérêt européen dans le domaine de la sécurité des transports.</li> </ul>  |
| Date de l'appel à propositions transport | Mai 2006  |
| Principaux critères de sélection         | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Capacité financière du demandeur (Le demandeur devra démontrer sa capacité financière à mener à terme l'action à subventionner et fournira le bilan du dernier exercice clos. Cette dernière disposition ne s'applique pas aux organismes publics et organisations internationales)</li> <li>- Capacité technique du demandeur (Le demandeur devra avoir la capacité technique et opérationnelle à mener à bonne fin l'action à subventionner et fournira les documents demandés – curriculum vitae des personnes chargées de la mise en œuvre de l'action, description des projets et activités entreprises au cours des trois dernières années – )</li> </ul>  |
| Principaux critères d'attribution        | <p>1) Qualité de l'action : 80%</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Dimension européenne : la Commission appréciera dans quelle mesure l'action proposée contribuera et créera une réelle valeur ajoutée à la politique commune sur la sécurité routière. Les initiatives d'intérêt local sont exclues -20%.</li> <li>- Caractère innovateur : la Commission appréciera dans quelle mesure l'action proposée induira des approches et pratiques nouvelles -20%.</li> <li>- Effet multiplicateur : la Commission appréciera dans quelle mesure l'action proposée permettra le transfert, la généralisation, la diffusion ou l'application à large échelle des résultats, expériences, connaissances et bonnes pratiques -15%.</li> <li>- Rapport coût-efficacité : le budget, ventilé par catégories de dépenses, doit démontrer un bon rapport coût-efficacité de l'action (adéquation entre les résultats escomptés et le montant de la subvention) -10%.</li> <li>- Visibilité : la description de l'action doit détailler les moyens par lesquels sera assurée la visibilité de l'action communautaire (publications, organisation d'événements, sites Internet, CD-ROM, etc.) -15%.</li> </ul> <p>2) Présentation de la demande 20% : l'organisation de l'action doit être bien détaillée, notamment en ce qui concerne les aspects suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- plan de travail (clarté et adéquation des objectifs, adéquation des résultats escomptés) et calendrier</li> <li>- méthodologie proposée : évaluation et indicateurs de résultats par rapport aux objectifs escomptés.</li> </ul> |
| Taux de financement                      | Entre 10 % et 50 % du montant total des coûts éligibles de l'action Le taux de cofinancement sera choisi en fonction des disponibilités budgétaires et  |

|                      |   |
|----------------------|---|
|                      | également sur base des critères d'attributions et de l'avis donné par les Comités d'évaluation. Le taux de cofinancement maximum possible sera réservé aux propositions répondant le mieux aux critères d'attribution |
| Enveloppe budgétaire | <b>10.394.000 €</b>   |

### A.3. Ligne budgétaire : 06 02 04 01 (Marché intérieur et optimisation des réseaux de transport)

#### ***Base légale :***

Tâche découlant des prérogatives de la Commission sur le plan institutionnel, comme prévu par l'article 49, paragraphe 2, du règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 du Conseil du 25 juin 2002 portant règlement financier applicable au budget général des Communautés européennes.

#### ***Objectif(s) :***

1) Achèvement, gestion et développement du grand marché dans le domaine des transports, y compris dans ses prolongements à l'extérieur de la Communauté, mettant en particulier l'accent sur l'élimination des goulets d'étranglement transfrontaliers dans les zones où les barrières naturelles entravent la libre circulation des personnes et des biens.

2) Observation du marché des transports de marchandises et de voyageurs par tous les modes, en ce compris l'amélioration de la collecte des statistiques par les États membres.

3) Développement d'une politique de mobilité durable dans le secteur terrestre, maritime et aérien, et notamment :

- soutien à des actions pilotes dans le domaine du transport routier, notamment par l'utilisation de technologies nouvelles dans un but de standardisation de procédés ;
- soutien de la compétitivité du transport fluvial et du transport maritime à courte distance ;
- amélioration de l'interopérabilité des systèmes de transport ;
- promotion et amélioration de la qualité du transport ferroviaire en particulier pour les marchandises ;
- mandats de normalisation confiés aux organismes européens de normalisation ou à d'autres organismes, dans tous les secteurs du transport ainsi que le développement de spécifications techniques d'interopérabilité ferroviaire ;
- mise en œuvre des accords Open Sky.

#### ***Résultat(s) attendu(s) :***

- Atteinte des objectifs définis dans le livre blanc "la politique européenne des transports à l'horizon 2010 : l'heure des choix" ;
- Rééquilibrage progressif vers des modes de transport plus respectueux de l'environnement ;
- Renforcement du dialogue avec les industriels pour encourager la mobilité durable, notamment en maîtrisant mieux les effets sur l'environnement et en rééquilibrant les modes de transport ;
- Développement de l'interopérabilité des modes de transports ;
- Développement du transport ferroviaire de marchandises

- Développement du transport fluvial et du transport maritime à courte distance ;
- Finalisation des accords aériens internationaux préservant les intérêts des compagnies européennes ;
- Extension des politiques de l'Union aux futurs Etats membres

|  |   |
|--|---|
| Principaux thèmes proposés en 2006       | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Développement du Short Sea Shipping en Europe notamment via le soutien de centres de promotion ou d'actions de communication</li> <li>- Soutien à des projets innovants d'envergure européenne dans tous les domaines en rapport avec les objectifs cités ci-dessus</li> <li>- Soutien à des conférences d'intérêt européen dans le domaine des transports et plus particulièrement dans le domaine du marché intérieur et de la mobilité durable.</li> </ul>  |
| Date de l'appel à propositions transport | Mai 2006  |
| Principaux critères de sélection         | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Capacité financière du demandeur (Le demandeur devra démontrer sa capacité financière à mener à terme l'action à subventionner et fournira le bilan du dernier exercice clos. Cette dernière disposition ne s'applique pas aux organismes publics et organisations internationales)</li> <li>- Capacité technique du demandeur (Le demandeur devra avoir la capacité technique et opérationnelle à mener à bonne fin l'action à subventionner et fournira les documents demandés – curriculum vitae des personnes chargées de la mise en œuvre de l'action, description des projets et activités entreprises au cours des trois dernières années – )</li> </ul>  |
| Principaux critères d'attribution        | <p>1) Qualité de l'action : 80%</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Dimension européenne : la Commission appréciera dans quelle mesure l'action proposée contribuera et créera une réelle valeur ajoutée à la politique commune sur la sécurité routière. Les initiatives d'intérêt local sont exclues -20%.</li> <li>- Caractère innovateur : la Commission appréciera dans quelle mesure l'action proposée induira des approches et pratiques nouvelles -20%.</li> <li>- Effet multiplicateur : la Commission appréciera dans quelle mesure l'action proposée permettra le transfert, la généralisation, la diffusion ou l'application à large échelle des résultats, expériences, connaissances et bonnes pratiques -15%.</li> <li>- Rapport coût-efficacité : le budget, ventilé par catégories de dépenses, doit démontrer un bon rapport coût-efficacité de l'action (adéquation entre les résultats escomptés et le montant de la subvention) -10%.</li> <li>- Visibilité : la description de l'action doit détailler les moyens par lesquels sera assurée la visibilité de l'action communautaire (publications, organisation d'événements, sites Internet, CD-ROM, etc.) -15%.</li> </ul> <p>2) Présentation de la demande 20% : l'organisation de l'action doit être bien détaillée, notamment en ce qui concerne les aspects suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- plan de travail (clarté et adéquation des objectifs, adéquation des résultats escomptés) et calendrier</li> <li>- méthodologie proposée : évaluation et indicateurs de résultats par rapport aux objectifs escomptés. .</li> </ul> |
| Taux de financement                      | Entre 10 % et 50 % du montant total des coûts éligibles de l'action Le taux de cofinancement sera choisi en fonction des disponibilités budgétaires et également sur base des critères d'attributions et de l'avis donné par les Comités d'évaluation. Le taux de cofinancement maximum possible sera réservé aux propositions répondant le mieux aux critères d'attribution  |
| Enveloppe budgétaire                     | <b>3.554.000 €</b>  |



Remarque : 2 actions (d'un montant total de 40.000€) sélectionnées dans le cadre de l'appel à propositions publié en 2005 et qui avait fait l'objet du programme de travail de la DG TREN en 2005 n'ont pas pu être engagées sur le budget 2005 (problème technique) et le seront en 2006 sur la ligne budgétaire 06020401. Ces actions respectent les priorités et les objectifs établis pour 2006

#### A.4. Ligne budgétaire : 06 07 02 (projet pilote sur la sûreté des aires de repos routières)

##### ***Base légale :***

Projet pilote introduit par le Parlement européen dans le cadre de la procédure budgétaire 2006

Tâche découlant des prérogatives de la Commission sur le plan institutionnel, comme prévu par l'article 49, paragraphe 2, du règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 du Conseil du 25 juin 2002 portant règlement financier applicable au budget général des Communautés européennes.

##### ***Objectif(s) :***

réation d'un ou plusieurs projets pilotes afin de promouvoir les « meilleurs pratiques » (« best practice ») en matière d'aménagement des aires de repos des poids lourds sur le réseau transeuropéen afin d'en assurer la sûreté.

La Commission souhaite sélectionner un petit nombre de candidats, dont chacun sera en charge d'un projet pilote pour la mise en place d'aires de repos sécurisées ayant de grandes capacités d'accueil.

Principales caractéristiques de ces projets :

- Se trouver sur les axes internationaux du réseau transeuropéen et comporter des aménagements à achever au plus tard en 2007.
- Impliquer des aires de repos situées sur des points particulièrement exposés aux activités criminelles contre les transports routiers professionnel (points noirs) ;
- Viser un haut niveau de standards de sûreté (équipements, exploitation, personnel) reconnu par les compagnies d'assurance ;
- Appliquer des standards communs aux différentes aires de repos, lorsque le projet en comporte plusieurs, tout en permettant des adaptations spécifiques tenant compte des besoins pour chaque site ;
- Utiliser des technologies de sûreté active, de sûreté passive, et des technologies intelligentes ;
- Inclure, le cas échéant, la mise en place d'un système permettant d'informer par avance les usagers du nombre de places de repos disponibles ;
- Prévoir un financement durable selon le principe « utilisateur payeur ».

La Commission précisera ultérieurement les points noirs et des recommandations pour des standards minimaux visés. Il sera aussi tenu compte du Livre vert sur «European Programme for Critical Infrastructure Protection » COM (2005)576 final, du 17 Novembre 2005 et de la Communication « Critical infrastructure protection in the fight against terrorism» COM(2004)702 final, du 20 Octobre 2004.

##### ***Résultat(s) attendu(s) :***

Les projets devront être mis en place de façon à pouvoir continuer à fonctionner comme des aires de repos sécurisées « normales » lorsque leurs financements cesseront.

Ils devront servir de modèles économiques pour d'autres aires de repos qui seront mises en place sans aide financière.

|  |   |
|--|---|
| Principal thème proposé en 2006              | <ul style="list-style-type: none"> <li>- la mise en place d'aires de repos sécurisées ayant de grandes capacités d'accueil</li> </ul>   |
| Date de l'appel à propositions projet pilote | Mai 2006  |
| Principaux critères de sélection             | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Capacité financière du demandeur (Le demandeur devra démontrer sa capacité financière à mener à terme l'action à subventionner et fournira le bilan du dernier exercice clos. Cette dernière disposition ne s'applique pas aux organismes publics et organisations internationales)</li> <li>- Capacité technique du demandeur (Le demandeur devra avoir la capacité technique et opérationnelle à mener à bonne fin l'action à subventionner et fournira les documents demandés – curriculum vitae des personnes chargées de la mise en œuvre de l'action, description des projets et activités entreprises au cours des trois dernières années – )</li> <li>- Garantie bancaire pour le paiement d'avances</li> </ul>  |
| Principaux critères d'attribution            | <p>1) Qualité de l'action :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Dimension européenne : la Commission appréciera dans quelle mesure l'action proposée contribuera et créera une réelle valeur ajoutée à la politique commune des transports. Les initiatives comportant uniquement un intérêt local sont exclues.</li> <li>- Caractère innovateur : la Commission appréciera dans quelle mesure l'action proposée induira des approches et pratiques nouvelles.</li> <li>- Effet multiplicateur : la Commission appréciera dans quelle mesure l'action proposée permettra le transfert, la généralisation, la diffusion ou l'application à large échelle des résultats, expériences, connaissances et bonnes pratiques</li> <li>- Rapport coût-efficacité : Le budget, ventilé par catégories de dépenses, doit démontrer un bon rapport coût-efficacité de l'action (adéquation entre les résultats escomptés et le montant de la subvention)</li> <li>- Evaluation : la commission appréciera la méthode d'évaluation proposée et la qualité des indicateurs de résultats par rapport aux objectifs escomptés</li> <li>- Visibilité : la description de l'action doit détailler les moyens par lesquels sera assurée la visibilité de l'action communautaire (publications, organisation d'événements, sites Internet, CD-ROM, etc.)</li> <li>- Envergure de l'action : Le projet doit se trouver sur le réseau transeuropéen et les aménagements nécessaires doivent être terminés en 2007. La Commission soutiendra préférentiellement des projets de grande envergure impliquant un grand nombre de véhicules profitant potentiellement de la mesure</li> </ul> <p>2) Qualité de la demande : l'organisation de l'action doit être bien détaillée, notamment en ce qui concerne les aspects suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- plan de travail (clarté et adéquation des objectifs, adéquation des résultats escomptés)</li> <li>- obtention des autorisations nécessaires (permis de bâtir, ..)</li> <li>- études préliminaires réalisées</li> <li>- calendrier de l'action</li> <li>- méthodologie proposée : évaluation et indicateurs de résultats par rapports aux objectifs escomptés.</li> </ul> |
| Taux de financement                          | Entre 10 % et 85 % du montant total des coûts éligibles de l'action Le taux de cofinancement sera choisi en fonction des disponibilités budgétaires et également sur base des critères d'attributions et de l'avis donné par les Comités d'évaluation. Le taux de cofinancement maximum possible sera réservé aux propositions répondant le mieux aux critères d'attribution  |
| Enveloppe budgétaire                         | <b>5.300.000 €</b>  |

## **B.SUBVENTIONS OCTROYEES HORS APPELS A PROPOSITION**

Un certain nombre de subventions sera octroyé à des bénéficiaires pouvant justifier d'une situation de monopole de droit ou de fait. Ces subventions feront l'objet d'une décision d'attribution « ad hoc » de la Commission.

A ce stade, les actions envisagées sous cette modalité de financement répondent aux critères suivants :

### **B.1. Ligne budgétaire 06 02 03 (Sécurité des transports)**

**Base légale, objectif(s) et résultat(s) attendu(s) :** voir ci-dessus paragraphe A.2.

|                                      |  |
|--------------------------------------|--|
| Principaux thèmes proposés pour 2006 | <ul style="list-style-type: none"><li>- Soutien à des organismes internationaux pour l'accroissement de la sécurité aérienne, notamment par la mise en place de mécanismes de contrôle et de coopération avec les pays tiers</li><li>- Amélioration de la sécurité des transports aériens par la standardisation dans le secteur du contrôle aérien, liée à la mise en œuvre du ciel unique après adoption du règlement sur l'interopérabilité du réseau européen de gestion de trafic aérien (article 4 §1 (a))</li><li>- Soutien au programme de contrôle de la sécurité des avions de pays tiers utilisant les aéroports communautaires</li></ul> |
| Date de réception des demandes       | Mai 2006   |
| Enveloppe budgétaire estimative      | <b>1.600.000 €</b>   |

### **B.2. Ligne budgétaire 06 07 01 (Sûreté des transports)**

#### ***Base légale :***

Tâche découlant des prérogatives de la Commission sur le plan institutionnel, comme prévu par l'article 49, paragraphe 2, du règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 du Conseil du 25 juin 2002 portant règlement financier applicable au budget général des Communautés européennes (JO L 248 du 16.9.2002, p. 1).

Règlement (CE) no 2320/2002 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2002 relatif à l'instauration de règles communes dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile (JO L 355 du 30.12.2002, p. 1).

Règlement (CE) n°725/2004 du Parlement européen et du Conseil du 31 mars 2004 relatif à l'amélioration de la sûreté des navires et des installations portuaires (JO L 129 du 29 avril 2004)

#### ***Objectif(s) :***

Renforcer la sûreté aérienne dans l'Union européenne et de l'Espace économique européen par l'établissement de meilleures pratiques notamment le soutien à des organismes internationaux de sûreté aérienne pour la mise en place de mécanismes de formation, de contrôle et de coopération.

#### ***Résultat(s) attendu(s) :***

- Meilleure connaissance des problématiques liées à la sûreté des transports pour apporter des réponses plus appropriées ;
- Préparation des propositions législatives incluses dans le programme de travail de la Commission ;
- Renforcement des politiques d'information, de prévention et de formation.

|                                      |  |
|--------------------------------------|--|
| Principaux thèmes proposés pour 2006 | - Soutien à des organismes internationaux pour l'accroissement de la sûreté aérienne, notamment par la mise en place de mécanismes de contrôle et de coopération avec les pays tiers |
| Date de réception des demandes       | Mai 2006   |
| Enveloppe budgétaire estimative      | <b>500.000 €</b>   |

### B.3. Ligne budgétaire 06 05 02 (Sûreté nucléaire)

#### ***Base légale :***

Tâche découlant des compétences spécifiques attribuées directement à la Commission par le traité Euratom en vertu du chapitre III et de l'article 174.

#### ***Objectif(s) :***

Renforcer la sûreté nucléaire dans l'Union européenne par l'établissement de meilleures pratiques notamment dans les nouveaux Etats Membres.

#### ***Résultat(s) attendu(s) :***

- Etablissement de règles communes pour les autorités européennes de sûreté nucléaire

|                                      |  |
|--------------------------------------|--|
| Principaux thèmes proposés pour 2006 | - Soutien à des travaux en vue d'établir des listes de problèmes spécifiques de sûreté à chaque type de réacteur et d'établir des recommandations spécifiques pour l'amélioration de la sûreté nucléaire.<br>- Soutien à des travaux en vue d'élever la connaissance des acteurs concernés par l'environnement comme édicté par la convention d'Aarhus |
| Date de réception des demandes       | Avril 2006   |
| Enveloppe budgétaire estimative      | <b>919.000 €</b>   |

### B.. Ligne budgétaire 06 05 03 (Radioprotection)

#### ***Base légale :***

Tâche découlant des compétences spécifiques attribuées directement à la Commission par le traité Euratom en vertu du chapitre III et de l'article 174.

#### ***Objectif(s) :***

Renforcer la radioprotection dans l'Union européenne par l'établissement de meilleures pratiques notamment dans les nouveaux Etats Membres.

#### ***Résultat(s) attendu(s) :***

- Etablissement de recommandations dans le domaine de la radioprotection

|                                      |  |
|--------------------------------------|--|
| Principaux thèmes proposés pour 2006 | Soutien à des travaux en vue d'établir des recommandations aux autorités européennes en matière de radioprotection |
| Date de réception des demandes       | Mai 2006   |
| Enveloppe budgétaire estimative      | <i>180.000 €</i>   |

## **C. SUBVENTIONS OCTROYEES EN VERTU D'UN ACTE DE BASE ET SUR APPEL A PROPOSITION**

Dans le domaine de l'Energie et des Transports, la Commission met en œuvre quatre programmes pluriannuels adoptés en Codécision :

- Marco Polo
- Réseaux transeuropéens
- Energie intelligente
- 6<sup>ème</sup> Programme cadre Recherche

Ces programmes pluriannuels seront mis en œuvre dans le respect du prescrit de l'acte de base y afférant, lequel prévoit une procédure de comitologie et le droit de regard du Parlement Européen.

La description ci-après est donnée à titre d'information pour chacun des quatre programmes pluriannuels. Sauf pour le 6<sup>ème</sup> programme cadre Recherche, des décisions de financement spécifiques seront adoptées en 2006 pour chacun de ces programmes amendant le présent programme de travail annuel.

### **C.1. Ligne budgétaire 06 02 07 (Programme Marco Polo)**

#### ***Base légale :***

Règlement (CE) n° 1382/2003 du Parlement européen et du Conseil du 22 juillet 2003 concernant l'octroi d'un concours financier communautaire visant à améliorer les performances environnementales du système de transport de marchandises ("programme Marco Polo")

#### ***Programme de travail :***

Les objectifs et les résultats attendus sont décrits dans la base légale.

Les actions envisagées pour 2006 seront décrites dans un programme de travail annuel détaillé qui sera adopté au second trimestre 2006, après avoir reçu l'aval du Comité des Etats membres.

Date envisagée pour l'appel à propositions : uillet 2006

Montant de l'appel à propositions et des marchés : 34.900.000 €

### **C.2. Lignes budgétaires 06 03 01 (Soutien financier aux projets d'intérêt commun du réseau transeuropéen de transport) et 06 03 02 (Soutien financier aux projets d'intérêt commun du réseau transeuropéen de l'énergie)**

#### ***Base légale :***

- Règlement (CE) n° 2236/95 du Conseil, du 18 septembre 1995, déterminant les règles générales pour l'octroi d'un concours financier communautaire dans le domaine des réseaux transeuropéens), modifié en dernier lieu par les règlements (CE) n° 788/2004 et n°807/2004 et en dernier lieu par le Règlement (CE) n°1159/2005 (JO n°L 191 du 22/07/2005).
- Décision C (2001) 2654 de la Commission, du 19 septembre 2001, établissant un programme pluriannuel indicatif relatif à l'octroi d'un concours financier communautaire dans le domaine du réseau transeuropéen de transport pour la période 2001-2006, modifiée en dernier lieu par les Décisions C(2004) 3242 du 26/8/2004 et C(2005) 213 du 3/02/2005.
- Décision 96/391/CE du Conseil, du 28 mars 1996, déterminant un ensemble d'actions en vue d'établir un contexte plus favorable au développement des réseaux transeuropéens dans le secteur de l'énergie.

- Décision 1692/96/CE du Parlement Européen et du Conseil du 23 juillet 1996 sur les orientations communautaires pour le développement du réseau transeuropéen de transport (avec rectificatif - JO L15 17/01/1997) et modifiée par la Décision n°884/2004/ avec rectificatif JO L201 du 7/6/2004).
- Décision 1229/2003/CE du Parlement européen et du Conseil, du 26 juin 2003, établissant un ensemble d'orientations relatif aux réseaux transeuropéens dans le secteur de l'énergie et abrogeant la décision n° 1254/96/CE.

### ***programme de travail :***

Les objectifs et les résultats attendus sont décrits dans les bases légales.

Le programme de travail spécifique des réseaux transeuropéens (RTE) de transport et d'énergie est arrêté au terme d'un processus de comitologie. Pour les réseaux transeuropéens de transport, le programme de travail pour 2006 mettra notamment en œuvre les projets d'intérêt commun identifiés dans le cadre des orientations arrêtées par le Parlement et le Conseil et qui sont hors de la décision-cadre du 19.9.2001 (C(2001) 2654) modifiée en dernier lieu par les Décisions C(2004) 3242 du 26/8/2004 et C(2005) 213 du 3/02/2005 relative au programme pluriannuel indicatif (PPI) des projets prioritaires. Pour les projets hors PPI, et après avis du Comité des Etats membres, les subventions seront accordées par une décision de la Commission adoptée par habilitation au Commissaire en charge des RTE. Pour les projets PPI, les subventions seront accordées par une décision de la Commission adoptée par délégation au Directeur général responsable des RTE.

Pour les réseaux transeuropéens d'énergie, le programme de travail mettra en œuvre des projets d'intérêt commun identifiés dans le cadre des orientations arrêtées par le Parlement et le Conseil. Après avis du Comité des Etats membres, les subventions seront accordées par une décision de la Commission adoptée par habilitation au Commissaire en charge des RTE.

Date de l'appel à propositions : février 2006

Montant de l'appel à propositions : 692.085.000 € RTE-Transport (060301)

21.550.000€ RTE-Energie (060302)

### **C.3.ignes budgétaires 06 04 01 (Programme Énergie intelligente pour l'Europe –2003/2006) et 06 04 02 (Programme Énergie intelligente pour l'Europe – 2003/2006 – volet extérieur)**

#### ***Base légale :***

Décision n° 1230/2003/EC du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2003 arrêtant un programme pluriannuel pour des actions dans le domaine de l'énergie: Programme Énergie intelligente pour l'Europe (2003-2006)

#### ***Programme de travail :***

Les objectifs et les résultats attendus sont décrits dans la base légale.

Les actions envisagées pour 2006 seront décrites dans un programme de travail annuel détaillé qui sera adopté au premier trimestre 2006, après avoir reçu l'avis du Comité de gestion du programme.

Date envisagée pour l'appel à propositions : Mai 2006

Montant de l'appel à propositions et des marchés : 55.478.000 € pour la ligne 06 04 01

### **C.4. ignes budgétaires liées au 6ème Programme cadre recherche: 06 06 01 (Aéronautique et espace), 06 06 02 (Développement durable, changement planétaire et écosystèmes - Systèmes énergétiques durables et Transports de surface durables) et 06 06 03 (Soutien aux politiques et anticipation des besoins scientifiques et technologiques)**

### ***Base légale :***

Décision n° 1513/2002/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2002 relative au sixième programme-cadre de la Communauté européenne pour des actions de recherche, de développement technologique et de démonstration contribuant à la réalisation de l'Espace européen de la recherche et à l'innovation (2002-2006).

Décision 2002/834/CE du Conseil du 30 septembre 2002 arrêtant un programme spécifique de recherche, de développement technologique et de démonstration: «Intégrer et renforcer l'Espace européen de la recherche» (2002-2006).

### ***Programme de travail :***

Il est rappelé que pour les domaines « Aéronautique et espace » ainsi que « Développement durable, changement planétaire et écosystèmes - Systèmes énergétiques durables et Transports de surface durables », le programme de travail détaillé couvrant l'année 2006 a été adopté par la Commission le 9 décembre 2002 (C(2002)4789) et modifié par la Commission le 7 juillet 2005 (C(2005)2076). Ce programme de travail a été mis en œuvre, pour les projets à financer en 2006, par l'appel à propositions publié le 8 juillet 2005 (référence FP6-2005-TREN-4 (OJ C 168 of 08/07/2005)).

De même, pour le domaine « Soutien aux politiques et anticipation des besoins scientifiques et technologiques », le programme de travail couvrant l'année 2006 a été adopté par la Commission le 9 décembre 2002 (C(2002)4789) et modifié par la Commission le 21 décembre 2005 (C(2005)5588). Ce programme de travail a été mis en œuvre, pour les projets à financer en 2006, par l'appel à propositions publié le 22 décembre 2005 (référence FP6-2005-SSP-5 (OJ C 325 of 22/12/2005)).

La réalisation des projets liés à la priorité thématique Espace a été confiée à l'entreprise commune Galileo qui publiera ses propres appels à propositions. Au cours de l'année 2006, ces activités devraient être reprises par l'autorité de surveillance GNSS.

|                       |               |                           |
|-----------------------|---------------|---------------------------|
| Crédits budgétaires : | 46.800.000 €  | pour la ligne 06 06 01    |
|                       | 122.373.000 € | pour la ligne 06 06 02 01 |
|                       | 32.700.000 €  | pour la ligne 06 06 02 02 |
|                       | 8.650.000 €   | pour la ligne 06 06 03    |



